

Autriche

La faillite de l'ÖGB et d'une référence des relations professionnelles ?

Christian DUFOUR

Le modèle social autrichien, souvent cité en référence à l'étranger comme un exemple de relations professionnelles et autocélébré comme tel au sein du pays, va-t-il recevoir le coup de grâce dans un scandale financier piteux ?

Depuis début mars 2006, l'Autriche suit avec effarement le développement d'une affaire qui met en cause personnellement les plus hauts responsables de l'appareil syndical de l'ÖGB et qui éclaire d'une lumière crue le fonctionnement de l'ensemble du système syndical : le tabou de l'inceste entre structures du syndicalisme n'a pas cours à Vienne 150 ans après la naissance de Freud.

La mise à jour des méandres chaque jour plus tortueux de cette affaire conduit déjà la confédération ÖGB à une dépossession d'une part essentielle de ses moyens matériels de fonctionnement. La perte de crédibilité, y compris dans les rangs des responsables syndicaux, est déjà en cours.

Les conséquences à long terme sur le système de relations professionnelles seront inévitablement importantes. A moyen terme, les élections législatives de l'automne risquent de se traduire par une

sanction pour le parti social-démocrate, le SPÖ, en raison de ses liens organiques avec l'ÖGB. A plus long terme, la cacophonie actuelle pourrait servir d'ouverture au Requiem pour un partenariat social déjà malmené. Le syndicalisme autrichien aura de toute façon du mal à s'en remettre.

La croissance d'un outil financier ramifié dans la société autrichienne

Personne en Autriche ne peut ignorer la BAWAG. Le sigle de la Bank für Arbeit und Wirtschaft (Banque du travail et de l'économie) s'étale sur un réseau de succursales installées dans les moindres localités du pays. D'origine syndicale, cette banque représente l'un des fleurons de l'histoire de la social-démocratie et du partenariat social réel. Outre son rôle de banque de dépôt pour nombre d'Autrichiens, l'institution exerce des fonctions de promoteur dans les manifestations de tous ordres au sein du pays. Elle est l'un des bras armés les plus efficaces de l'influence syndicale dans les différentes affaires économique, sociales, politiques, culturelles du pays.

FAILLITE A L'ÖGB ?

Son histoire remonte à 1922, lorsque se crée une banque des travailleurs (Arbeiterbank), chargée d'administrer les biens des syndicats et des coopératives de consommation. Cette création, à la disparition de l'empire austro-hongrois, se comprend dans la logique de la politique sociale-démocrate du gouvernement de cette époque. Elle est tout aussi « logiquement » mise en liquidation lorsqu'en 1934 le gouvernement mène une répression violente contre la gauche et le syndicalisme. Elle réapparaît en 1947 au moment où s'ébauche ce qui va devenir le partenariat social, modèle autrichien achevé du « néo-corporatisme ». En 1963, lorsque l'Arbeiterbank devient la « Bank für Arbeit und Wirtschaft », elle est une entreprise leader en gestion de comptes privés. Elle se comprend officiellement comme la banque des « petites gens » (*Bank des kleinen Mannes*). En 1974, elle crée une fondation qui joue un rôle central de promotion des activités culturelles en Autriche et hors de ses frontières. Suit un quart de siècle d'expansion ininterrompue. Ce succès, en même temps que son statut de pivot au sein de l'économie sociale autrichienne, semblent la prédestiner, en 2000, à racheter la banque postale (PSK), elle-même résultat d'une privatisation d'une branche de la poste en 1996 *via* une société par actions. Ce nouveau groupe constitue la troisième puissance financière autrichienne. Elle gère les comptes de plus d'un million de clients grâce à 6 000 salariés.

Rien de la vie quotidienne des Autrichiens ne peut lui être étranger, à un titre

ou à un autre. Epargne, immobilier, crédit, économie locale, nationale et internationale, vie des collectivités publiques, etc. En décembre 2003 le groupe dispose d'une notation de niveau A1 auprès de Moody's. L'un de ses objectifs prioritaires consiste à se développer à l'étranger, en particulier dans les pays de l'Est européen.

La BAWAG est une propriété de l'ÖGB, qui en tire des ressources récurrentes ... et abondantes. La liaison organique entre les deux institutions est totale : le directeur de la banque est normalement aussi le responsable financier de l'ÖGB, les instances de direction de la banque sont remplies de gens qui sont des fidèles sinon des responsables élevés dans la hiérarchie syndicale. En 2004, l'ÖGB, détenteur alors de 46 % des actions de la BAWAG, se porte acquéreur des parts de la Bayerische Landesbank. « La BAWAG est ainsi à 100 % propriété autrichienne. Une preuve de la confiance dans la liaison de long terme de l'ÖGB et de la BAWAG, depuis sa fondation en 1922 » se réjouit le site internet de la BAWAG¹.

En octobre 2005, la BAWAG et la PSK fusionnent. Les nouveaux statuts ne modifient pas les principes directeurs de l'entreprise financière commune. L'article 1 du préambule inscrit en toutes lettres que l'institut financier continue à se comprendre comme « un outil au service de la confédération syndicale autrichienne, de ses syndicats, et de leurs objectifs »². Cette proclamation d'intention prend un sens tout particulier lorsqu'elle est adoptée le 7 avril 2006 en assemblée

1. http://www.bawagpsk.com/bawagpsk/___UeberUns/Unternehmen/Firmengeschichte, le 5 mai 2006.

2. http://www.bawagpsk.com/___Contentpool/Service/Downloads/Antraege/PDFs/Ueber___uns/Satzung___pdf,property=Data.pdf

AUTRICHE

générale : la société se trouve alors au milieu d'un scandale financier particulièrement peu reluisant qui pourrait menacer le syndicalisme de ruine.

Caisse de grève et paradis fiscal

L'affaire, qui couvait dans les cercles de spécialistes, éclate au grand jour en mars 2006. Il apparaît dans un premier temps que la BAWAG a participé au cours des années 1990 à des spéculations à travers une banque installée aux Caraïbes. Malheureusement, les affaires ont mal tourné et la Banque a enregistré des pertes sévères qui auraient pu la mettre sérieusement en difficulté. En 2000 elle a un besoin immédiat de liquidités, si possible discrètement, pour ne pas effrayer les clients. 2000 est justement l'année où le parti chrétien-démocrate (ÖVP) forme une coalition majoritaire au Parlement avec le parti libéral de Jörg Haider (FPÖ). La révélation d'opérations spéculatives peu glorieuses de la part du fleuron financier de la social-démocratie, avec l'argent des petites gens, aurait fourni un arsenal inespéré à la nouvelle coalition pour justifier sa formation.

Le besoin financier va donc être couvert avec une discrétion totale. Seuls quelques individus en assument la décision. Ils prennent la responsabilité de n'en laisser aucune trace dans la comptabilité publique de la banque. Il existe un moyen pour parvenir à ce résultat : l'utilisation de la caisse de grève de l'ÖGB, gérée par la BAWAG sous les conditions du secret le plus absolu. Le président de l'ÖGB lui-même, à cette époque président aussi de la CES, Fritz Verzetnitsch, engage donc les moyens de la caisse de grève du syndicat dans cette affaire sans en référer à aucune des instances de son organisation. Fritz Verzetnitsch cumule

ses fonctions syndicales avec celles de député du SPÖ.

Tous les ressorts techniques de l'opération ne sont pas encore dévoilés. L'utilisation de la caisse de grève n'était pas à elle seule suffisante pour assurer les compensations comptables nécessaires. Aujourd'hui, on soupçonne que le rachat par la BAWAG de la PSK aurait couvert des glissements d'un poste comptable à un autre pour tenter de lisser les résultats à la longue. Il doit être aussi vérifié si des faillites de sociétés endettées auprès de la BAWAG n'auraient pas elles-mêmes servi de paravents à des retraitements de comptes, au détriment de ces sociétés et de leurs salariés mis au chômage.

De l'autonomie du salariat à celle de la comptabilité

Le choc provoqué par la révélation de ces manipulations financières est aggravé par la charge symbolique dont est porteuse la caisse de grève. Dans l'imaginaire du partenariat social autrichien, elle occupe un rôle structurant. Elle est censée assurer l'autonomie d'action des travailleurs. Cela justifie la centralisation et le secret de sa gestion, pour des raisons d'efficacité et de solidarité des travailleurs face au capital ; cela fonde donc aussi les principes d'organisation internes de l'ÖGB et de ses relations avec les fédérations affiliées. La caisse de grève est constamment au centre de bruits et de rumeurs concernant son évaluation et sa gestion. C'est un tribut nécessaire à son statut. Ces supputations fondent une partie de sa capacité de conviction pour les uns, et de dissuasion pour les autres.

L'Autriche expérimente de façon paradoxale la puissance de la caisse de grève : le pays est réputé pour son calme social (voir tableau 1), et ce calme social

Tableau 1. Les statistiques des grèves en Autriche de 1989 à 2003

Année	Nombre de participants	Jours de grève	Heures de grève	Durée de grève par participant Heures/minutes/secondes	Effectif de salariés	Durée de grève par salarié
1989	3 715	2 986	23 887	00H/06M/26S	2 822 000	00M/30S
1990	5 274	8 870	70 962	13H/27M/00S	2 929 000	01M/28S
1991	92 707	58 341	466 731	05H/02M/00S	2 997 000	09M/18S
1992	18 039	23 437	181 502	10H/01M/12S	3 072 000	03M/32S
1993	6 869	13 008	104 063	15H/15M/00S	3 108 000	02M/02S
1994	0	0	0	00H/00M/00S	3 226 000	00M/00S
1995	60	120	894	14H/55M/55S	3 192 000	00M/01,5S
1996	0	0	0	00H/00M/00S	3 047 000	00M/00S
1997	25 800	2	153 000	05H/55M/49S	3 055 569	03M/00S
1998	0	0	0	00H/00M/00S	3 075 900	00M/00S
1999	0	0	0	00H/00M/00S	3 106 100	00M/00S
2000	19 439	2 947	23 579	01H/12M/47S	3 133 173	00M/27,1S
2001	0	0	0	00H/00M/00S	3 148 177	00M/00S
2002	6 035	9 603	74 445	11H/48M/26S	3 154 512	01M/25S
2003	779 182	1 305 466	10 443 727	13H/24M/12S	3 184 117	3H/16M/48S

Source : ÖGB Jahresbericht 2003, p.73 ; Les années 2002 et 2003 sont atypiques. La première enregistre une grève des cheminots et la seconde une grève générale pour les retraites.

est imputé aux menaces syndicales latentes appuyées par la caisse de grève¹. Le principe stratégique de la dissuasion est ainsi appliqué à l'équilibre capital/travail. Jouer ce symbole social dans une opération « d'économie de casino » revient donc à jouer avec l'un des éléments centraux du mythe du partenariat social et avec l'ensemble des principes syndicaux.

Dégâts collatéraux et conséquences politiques

L'information sur cette utilisation peu orthodoxe de la caisse de grève relègue d'abord au second plan les méandres qui

ont conduit à son ébruitement. Mais dès cette première étape de l'affaire, le scandale est énorme. En quelques jours, le président de l'ÖGB est contraint à la démission de ses mandats. Il doit dans la foulée abandonner son poste de député du SPÖ qu'il occupe au titre des liens qu'il incarne entre le syndicat et le parti².

A ce moment de l'affaire, l'ensemble des partenaires impliqués estiment cependant que l'alerte – pour sérieuse qu'elle soit – sera rapidement circonscrite. Il va falloir boucher quelques trous – de taille certes. La solution repose sans doute dans la vente de la BAWAG. Une polémique

1. Dans un débat syndical, des salariés autrichiens demandent comment les syndicats français financent les grèves qui éclatent dans ce pays. Etonnement à l'annonce qu'il n'existe pratiquement pas de caisse de grève : cela semble expliquer la faiblesse du taux de syndicalisation français. Puis perplexité lorsqu'il leur est demandé comment l'existence d'une caisse de grève peut justifier la syndicalisation, dans un pays où on ne fait pas grève.
2. Les liens entre ces deux fonctions avaient déjà valu à Fritz Verzetnitsch les honneurs de la presse et d'un scandale. Cf. Christian Dufour, « L'honneur perdu du syndicalisme autrichien ? », *Chronique internationale de l'IRES*, 73, novembre 2001.

AUTRICHE

s'ouvre même entre la direction de la confédération et ses opposants de gauche et d'extrême gauche, qui lui reprochent de brader ainsi un héritage du mouvement ouvrier, qui « ne travaillait pas dans le seul souci de rentabilité financière »¹. On s'attend bien sûr à ce que des noms supplémentaires soient ajoutés à la liste des responsables. Ainsi, dès le début, le président de la Chambre du travail est impliqué. Herbert Tumpel était jusqu'en 1997 en même temps président du directoire de

la BAWAG et directeur financier au sein de l'ÖGB. Il a donc exercé ses fonctions dans la période où la banque s'est engagée dans des affaires calamiteuses, sinon frauduleuses, qui amènent la BAWAG à devoir couvrir des pertes géantes.

La bataille politique se déclenche autour des liens entre l'ÖGB et le SPÖ. La période est propice à des attaques d'autant plus efficaces que le SPÖ tient la position de tête dans les sondages préalables

Une affaire émaillée de scandales personnels

L'affaire s'accompagne d'une série de scandales liés à des affaires de corruption personnelle. Les journaux en sont remplis. Plusieurs défraient la chronique par leur caractère hors du commun.

Certains des administrateurs de la BAWAG ont profité de leurs fonctions pour s'installer luxueusement dans des appartements gigantesques achetés à des tarifs très avantageux auprès de la banque. Fritz Verzetnitch fait partie du lot. Un ancien directeur de la BAWAG, M. Elssner avait acheté un généreux appartement au sommet d'un immeuble au centre de Vienne. L'affaire devait être discrète. Mais l'installation n'était pas passée inaperçue. Son appartement était assez grand pour y aménager une piscine intérieure. L'heureux occupant s'est fait livrer cet équipement ; une grue géante a suspendu le bassin au-dessus des toits de Vienne. Elle est tombée en panne, et la bonne fortune du directeur de la banque a été portée à la connaissance du public interloqué. On vient d'apprendre que cet appartement avait été acheté au nom de sa femme, pour un huitième du prix du marché.

Wolfgang Flöttl (*cf.* note 1, p.10), fils d'un ancien dirigeant de l'ÖGB et de la banque, a occasionné des pertes colossales à cette dernière dans de mauvaises affaires aux Caraïbes au début des années 1990. Cela ne l'a pas empêché de devenir milliardaire. Il s'est constitué, avec des crédits d'origine BAWAG, une collection d'œuvres d'art impressionnante. Picasso, Van Gogh, Degas, font partie du patrimoine de cet homme de goût. La BAWAG a entrepris de les récupérer et de les revendre, ce qui fait actuellement de la banque syndicale l'un des principaux intervenants sur le marché de l'art mondial. Mais les toiles ont été achetées à crédit (de même qu'un jet privé que W. Flöttl utilise pour ses déplacements personnels). La BAWAG doit donc emprunter pour ... financer l'achat de ces œuvres et ensuite les remettre sur le marché.

1. <http://www.derfunke.at/hpneu/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=620>
« Nach BAWAG-Skandal und Verzetnitsch-Rücktritt : Wie weiter mit dem ÖGB? », 14 avril 2006.

aux élections législatives attendues pour novembre 2006. La probabilité d'un retour au pouvoir des sociaux-démocrates est considérée comme très haute. Les tractations pour le partage des postes avec l'ÖVP, au sein d'une grande coalition, sont même de notoriété publique. Dans ces conciliabules, un personnage tient la corde pour assurer des fonctions éminentes, peut-être même celle de vice-chancelier : Fritz Verzetnitsch lui-même, qui après 17 ans de présidence de l'ÖGB pourrait ainsi trouver une porte de sortie digne de ses mérites et de la place de sa confédération dans la société autrichienne. Dès le scandale révélé, le SPÖ pousse néanmoins au départ de son député, pour éviter que les dégâts collatéraux inévitables ne l'atteignent de plein fouet. Le parti peut même esquisser une contre-attaque *via* un scandale financier dans une banque régionale soutenue par le parti chrétien-démocrate.

Cette contre-offensive ne dure que l'espace d'un moment. La boîte de Pandore sur les pratiques bancaires de la BAWAG n'est toujours pas vidée après deux mois de révélations quotidiennes. La complexité des complicités collectives, des insuffisances professionnelles et des corruptions individuelles qui ont permis au système de fonctionner et de rester masqué n'est toujours pas totalement dévoilée. Il ne s'agit plus aujourd'hui de l'imprudence d'une couverture financière dans une situation désastreuse, mais de révélations sur les pratiques hors normes

d'un appareil syndicalo-financier qui semble avoir vécu en toute autonomie des règles de gestion, des lois, et des contrôles démocratiques au sein des appareils qu'il dirigeait.

**Crédit syndical et crédit bancaire
sont dans un bateau...**

Petit à petit, l'image de la mauvaise affaire aux Caraïbes s'inscrit dans un film de beaucoup plus mauvais goût, s'il est possible. La BAWAG n'a pas fait que des mauvaises affaires en spéculant à travers une banque installée dans un paradis fiscal. Elle s'est aussi laissée embarquer dans un partenariat financier avec une société de courtage américaine, la Refco. Elle en est ressortie après quelques années, apparemment sans dommage voire même avec des gains spéculatifs sensibles. Mais cette société s'est retournée depuis contre son dirigeant principal, Philip Benett, pour détournements de fonds et faillite frauduleuse. Or la BAWAG avait répondu positivement en octobre 2005 à une demande d'un crédit de 350 millions de dollars à ce dirigeant. La banque ne semble pas avoir véritablement pris de garantie, ni avoir regardé de près les raisons de cette demande. Benett était – au moment où il reçoit le crédit de la BAWAG – soupçonné de trafics par les autorités boursières américaines, et la mise en faillite de son institution suit de quelques heures l'attribution du crédit par la BAWAG. Des liens familiaux¹ d'un haut dirigeant de la BAWAG auraient suffi à persuader quel-

1. Wolfgang Flöttl, fils d'un ancien dirigeant de la BAWAG, Walter Flöttl, est largement compromis dans les pertes antérieures aux Caraïbes. Il réintervient de façon décisive et convaincante à l'automne 2005 auprès des personnes qui accordent le crédit à Benett. Il est mis en accusation par la justice autrichienne, avec les anciens dirigeants de la BAWAG de 1997 à 2005. L'ÖGB devrait – en tant qu'actionnaire – se porter partie civile contre les dirigeants de la banque qui n'ont pas exercé correctement leurs obligations d'informations et qui ont falsifié les comptes en faisant passer des pertes avérées pour de simples engagements en cours. L'ÖGB porterait ainsi plainte contre...lui-même.

AUTRICHE

ques-uns des dirigeants de la banque, dont la tête de l'ÖGB, de la nécessité de ne pas abandonner leur ancien partenaire, pour des raisons encore non élucidées, mais sous des modalités qui engagent la responsabilité financière de la BAWAG et de son propriétaire, l'ÖGB. Depuis lors, ce dirigeant américain est accusé d'avoir mis en faillite la Refco de façon frauduleuse avec l'aide de la BAWAG, ancien actionnaire de Refco ¹.

A la mi-avril 2006, outre l'affaire des Caraïbes, l'opinion publique autrichienne apprend donc que la BAWAG se trouve engagée dans la couverture éventuelle de demandes d'indemnisation d'actionnaires et de clients américains qui s'estiment spoliés. Les risques sont énormes. Une transaction à l'amiable serait possible, mais elle nécessite de disposer de fonds sans délai. Le syndicat ne peut plus suivre. Il est au bord de la faillite, comme la banque dont il est l'actionnaire à 100 %. Dans le même temps, l'institut financier, qui a perdu toute crédibilité, voit en effet ses clients le fuir dans la précipitation. Les particuliers vident leurs comptes, les entreprises s'en éloignent, ses transactions en dollars sont interdites aux Etats-Unis, les créanciers se font pressants. L'hypothèse d'une vente de la banque par l'ÖGB pour apurer les comptes, financiers et moraux, n'est plus de mise. La banque n'offre guère d'attrait pour un éventuel repreneur. Il faut trouver des moyens dans l'urgence.

La solidarité de la communauté financière et son prix

Le secours de la communauté financière autrichienne ne pouvait qu'être ac-

quis. Le risque encouru, étant donné le poids de la BAWAG dans le système financier, concernait l'ensemble de la place, et celle de la Banque d'Autriche elle-même (OeNB). Le gouvernement, sous la direction d'un chancelier qui a prouvé au détriment de Haider qu'il excelle au poker menteur, ne pouvait que se réjouir de se porter au chevet d'un système qu'il a attaqué constamment depuis 2000.

La question était de savoir ce que cette solidarité allait coûter au syndicat. Pour s'assurer la solidarité de la banque d'Autriche, des compagnies d'assurances, des instituts de crédit autrichiens, et du gouvernement, sous forme d'une garantie de crédits de 900 millions d'euros jusqu'au 1^{er} juillet 2007 auprès du gouvernement, l'ÖGB a dû s'engager à faire un état public de ses avoirs d'ici la fin mai 2006. En attendant, la confédération consigne auprès de l'OeNB la totalité de ses titres au sein de la BAWAG, ainsi que sa participation et celle de la BAWAG dans le capital de ...l'OeNB, soit réciproquement 8 % et 12 % des actions de la Banque centrale.

Dans le partenariat social, la Banque centrale était un lieu de partage du pouvoir économique, sanctionné par la présence du syndicalisme dans le capital de la Banque de la République d'Autriche. L'ÖGB était donc représenté au conseil d'administration de cette banque, avec une capacité d'intervention puissante du fait des participations cumulées ÖGB/BAWAG. La consignation, sans espoir de retour, de ces participations signifie que les traces matérielles du partenariat social au sein des institutions

1. La BAWAG vend ses parts de Refco à un moment opportun dans l'histoire boursière de cette institution.

financières de la République autrichienne disparaissent. Le gouvernement démocrate-chrétien/libéral se trouve en position de sauveur du syndicalisme au moment où il le dépossède des instruments de son pouvoir. Il a d'ailleurs été remercié personnellement par le nouveau président de l'ÖGB, au titre de son rôle de propriétaire de la BAWAG et officiant comme guichetier, lorsque le chancelier Schüssel est venu démonstrativement, tout sourire, ouvrir un compte d'épargne dans une succursale viennoise de l'établissement financier. Il faudra maintenant que le Parlement vote une loi de finances rectificative autorisant le sauvetage de la Banque. Les séances au Parlement sur ce sujet devraient faire les délices des démocrates chrétiens et des libéraux¹. Bruxelles devrait avoir son mot à dire, et le précédent du Crédit lyonnais est soigneusement étudié par les experts autrichiens à ce titre. Un consortium de banques et d'assurances apporte en outre une facilité de trésorerie de 450 millions d'euros à la BAWAG. L'ÖGB dispose ainsi du 1,4 milliard d'euros nécessaire à un évitement d'une mise en faillite immédiate.

**Les conséquences :
enjeux organisationnels
versus besoins du syndicalisme ?**

Il est trop tôt pour tirer l'ensemble des conséquences que ces affaires auront sur le syndicalisme autrichien. Il n'est pas certain, à la mi-mai 2006, que toutes les

conséquences financières négatives pour la BAWAG et son propriétaire soient correctement estimées. De nouvelles plaintes d'actionnaires et clients américains de Refco sont en cours d'instruction aux Etats-Unis, avec pour conseil le cabinet qui a agi dans l'affaire Enron.

Mais il est certain qu'une rupture entre deux époques de l'histoire sociale autrichienne est désormais entamée, au plus grand risque pour le mouvement syndical lui-même.

***Le château de cartes
des dépendances personnelles***

L'amertume de la pilule n'est pas entièrement contenue dans le seul principe actif de la solidarité financière du gouvernement et des financiers. Le pire est sans doute à venir, et sera instillé depuis les propres rangs syndicaux. La mise sur la table, dans les semaines qui viennent, des ressources du syndicalisme ne pourra qu'exacerber les conflits au sein d'une organisation qui vit depuis des décennies sur des tabous et des implicites organisationnels lourds. Il sera sans doute douloureux de comptabiliser ce qui reste dans la caisse de grève. Ce sera vraisemblablement un crève-cœur de voir disparaître les lieux symboliques de l'histoire du mouvement ouvrier syndical : propriétés immobilières, maisons de formation, hôtels et villages de vacances dans les Alpes. Ce sera aussi la fin des sociétés de service et de tout un réseau indirect de dé-

1. Il s'agit entre autres avec cette loi d'autoriser l'Etat fédéral autrichien à porter sa part dans la Banque centrale de 50 à 70 %. Il s'agira aussi de savoir comment est évaluée la participation dans le capital d'une banque centrale dont les actions ne se trouvent pas sur le marché. La valeur nominale de son capital est de 12 millions d'euros. L'ÖGB et la BAWAG disposeraient alors de 2,4 millions d'euros pour faire face à un risque estimé à plus d'un milliard... La Chambre de commerce (Wirtschaftskammer) et la Fédération des industriels (Industriellenvereinigung) siègent aussi à l'OeNB, comme partie réciproque du partenariat social.

AUTRICHE

pendances et d'influence etc. Le syndicalisme autrichien ne sait pas en mai 2006 de quoi il vivra exactement l'été prochain, quotidiennement. Juridiquement, la confédération n'engage pas les fédérations membres, mais tous les croisements de responsabilités financières ne sont pas établis. La centralisation des ressources financières au sein de l'ÖGB risque de se transformer en facteur aggravant de la catastrophe.

Mais l'effondrement du château de cartes des institutions va aussi avoir des conséquences sur les systèmes de dépendances personnelles et collectives à l'égard d'un réseau d'une incroyable complexité. Pour le moment, le réseau apparaît essentiellement à travers les divers scandales individuels qui ont déjà été révélés au cours des premières semaines d'investigation et qui mettent en cause des hommes hier encore considérés comme les représentants engagés du partenariat social. Des démissions discrètes dans divers organismes syndicaux et para-syndicaux laissent penser que tout n'est pas encore connu. Plusieurs cas d'enrichissement personnel au détriment de la BAWAG ont déjà été mis à jour. Devant l'ampleur des conséquences, l'ÖGB a licencié son président démissionnaire, fin avril. Ce dernier a annoncé qu'il saisissait la justice du travail, pour licenciement abusif ; c'est sans doute qu'il ne se sent pas désarmé devant ses anciens camarades du syndicat et/ou du parti.

Emplâtres organisationnels...

Un temps, le départ de Fritz Verzetnitsch et des coupes budgétaires ont paru la sanction inévitable mais limitée de cette pitoyable affaire. Le remplacement du président le 27 mars dans l'urgence par un homme du sérail, Rudolf Hundstorfer, a d'abord été conçu comme une mesure transitoire¹. Il était l'un des six vice-présidents de l'ÖGB. Président en exercice du syndicat des collectivités locales, un syndicat moyen par sa taille, il pouvait passer pour l'homme d'une transition très brève, en attendant un congrès prévu pour juin 2006. Son arrivée à ce poste a cependant constitué une surprise. La désignation du président du syndicat des métallurgistes, Rudolf Nürnberger, véritable éminence grise de l'ÖGB, avait paru plus probable. Or ce dernier, après avoir décliné la responsabilité confédérale, a abandonné à la surprise générale un mois plus tard son poste de président des métallurgistes, ainsi que son mandat de député du SPÖ et celui de leader de la fraction sociale-démocrate au sein de l'ÖGB. L'aggravation de la crise jour après jour a montré les risques d'usure rapide liés à l'exercice de la fonction présidentielle dans des circonstances pareilles. Les décisions à prendre au fil des heures se sont révélées lourdes de conséquences pour l'avenir à long terme du syndicat. Mais cela a finalement transformé de provisoire en durable cette désignation au poste de président de l'ÖGB.

Le nouveau président charge, discrètement comme il se doit, son prédéces-

1. Né en 1951, il exerce dès 1967 la responsabilité de délégué syndical jeune dans une municipalité où il se forme comme employé aux écritures. C'est un profil syndical autrichien typique, d'autant plus que ce syndicaliste des collectivités locales est aussi président de la communauté des conseillers municipaux de Vienne. Il est aussi le leader des membres sociaux-démocrates de l'ÖGB de Vienne, fonction qu'il va abandonner en raison de son mandat de président de la confédération.

seur et ses proches de tous les maux du syndicalisme et en particulier de son incapacité depuis vingt ans à se restructurer. « Nous avons eu en huit-dix jours plus de rencontres entre présidents des fédérations qu'en dix années auparavant », déclare-t-il dans une interview¹. Il ne fait là que décrire par une litote le fonctionnement implicitement accepté de l'ÖGB comme un pouvoir centralisé, médiatisé par les relations personnelles, opacifié par la combinaison des fonctions multiples des protagonistes : nombre de présidents des syndicats se retrouvent dans le praesidium de l'ÖGB, à la Chambre des députés, dans les fractions politiques du syndicat, dans les conseils d'administration des multiples dépendances syndicales, etc. Le président de la fraction des Verts au sein de la confédération avait répondu à l'avance au nouveau président de l'ÖGB. Il avait dénoncé la décision de supprimer le congrès en raison de la crise, qui revenait justement à perpétuer les anciennes pratiques, où les arrangements discrets au sommet prévalaient sur l'implication des membres et des structures syndicales elles-mêmes².

Le nouveau président annonce un renouveau des structures syndicales. Le rôle de la confédération ne peut que changer : elle se retrouve nue ; ses principes organisationnels et ses moyens de fonctionnement se sont évanouis. Mais que peuvent faire les organisations affiliées ? Le jeu est aujourd'hui totalement ouvert ... ou fermé.

Les conflits survenus ces dernières années entre les fédérations (tableau 2), qui ont empêché les structurations jugées unanimement nécessaires, avaient aussi comme enjeu de respecter les équilibres au sein de l'ÖGB et de ses dépendances : mission impossible lorsque le jeu de dominos qu'il s'agit de toucher est circulaire. Cette circularité vient d'être brisée par les scandales. Cela ne signifie pas que le syndicalisme va se restructurer dans un sens favorable à la reprise de la syndicalisation. Les fédérations viennent de se libérer de la tutelle collectivement acceptée mais intimement détestée de l'ÖGB. Il ne paraît pas assuré qu'elles acceptent de remettre ce surcroît d'autonomie en question au moment où des espaces d'indépendance leur sont ouverts, en particulier du point de vue financier et organisationnel.

Les fractions politiques constituent un autre pilier de la vie syndicale autrichienne. Leurs rapports de force vont changer, parce que la fraction sociale-démocrate vivait de son contrôle très majoritaire sur les moyens de l'ÖGB. La fraction chrétienne-démocrate dispose de son côté (depuis 2002) d'une fondation autonome, qui lui assure des revenus distincts de ceux disponibles au sein du syndicat. Si ces piliers se désorganisent, comment se restructureront les forces au sein du syndicalisme, et de quelles forces disposera-t-il ?

1. « Hundstorfer kritisiert Ära Verzetnitsch », *Der Standard*, 28 avril 2006 (« Hundstorfer critique l'ère Verzetnitsch »). Le même jour, la presse révélait que l'ancien responsable financier de l'ÖGB, récemment démissionnaire de la direction de la BAWAG, avait créé en son nom propre une fondation au Liechtenstein.

2. « Hundstorfer ÖGB-Chef bis 2007 - Bestürzung über sehr merkwürdige Entscheidung » http://www.gruene.at/soziales_arbeit/artikel/lesen/6045/

AUTRICHE

...et fracture du mouvement social

Durant son mandat de près de deux décennies, Fritz Verzetnitsch aura dû faire semblant de ne pas prendre en compte deux données fondamentales. D'une part, l'éloignement du gouvernement des pratiques du partenariat social depuis l'arrivée de l'ÖVP au pouvoir en 2000 ; d'autre part une baisse continue quoique lente des effectifs syndiqués.

En même temps qu'ils ferment leurs comptes et retirent leur épargne des guichets de la BAWAG, nombre de salariés autrichiens pourraient rendre leur carte syndicale. Pour beaucoup, cette appartenance relève d'un phénomène sociétal dont les signes d'usure ne semblent échapper qu'aux *insiders* des organisa-

tions impliquées¹. Il est par contre certain que les tendances les plus libérales au sein de l'ÖVP vont utiliser à fond l'occasion donnée pour agir à l'encontre du partenariat social, bien au-delà de la simple étape des prochaines législatives.

Le GPA, syndicat des employés du secteur privé, annonçait la perte de plus de 1 000 adhérents dans les deux premières semaines de l'affaire BAWAG. Le mouvement n'en est sans doute qu'à ses débuts. Une digue contre la désyndicalisation s'est peut-être rompue. Cette rupture pourrait entraîner une accélération d'une désyndicalisation jusqu'alors rampante. Entre 1981 et 2005, l'effectif de syndiqués a reculé de 1,68 million à 1,34. Dans le même temps les effectifs salariés

Tableau 2. Les treize fédérations au sein de l'ÖGB en nombre d'adhérents en 2003

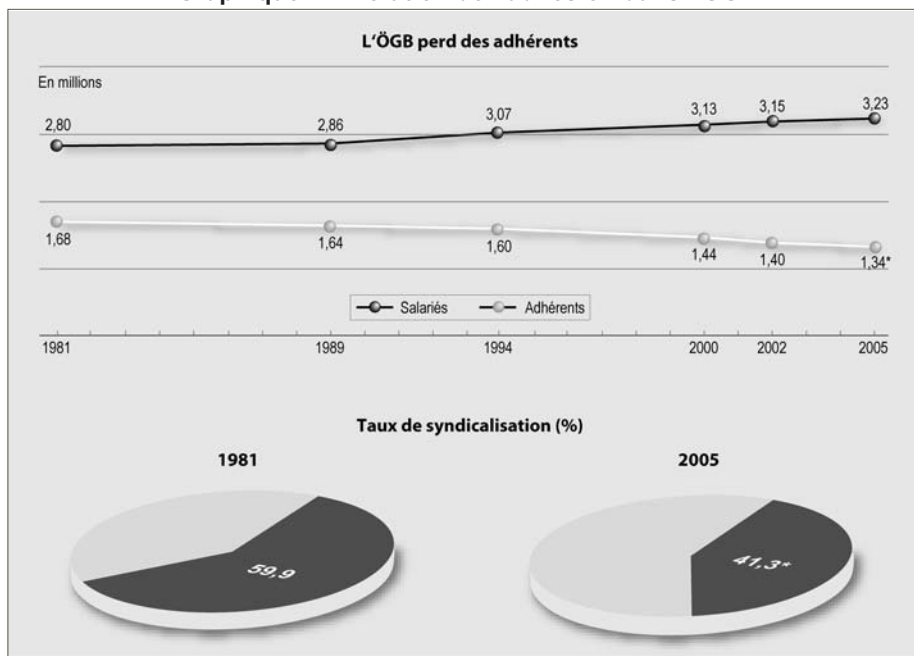
Fédération	Effectif 2003	Variation/2002 %
Employés du secteur privé (GPA)	285 600	-0,68
Secteur public (GÖD)	229 000	=
Métallurgie et textile (GMT, fusion récente)	205 400	-2,78
Collectivités locales (GdG)	172 500	=
Construction et bois (GBH)	150 000	-2,63
Cheminots (GdE)	92 600	-2,04
Poste et télécommunications (GPF)	66 756	-3,21
Hôtellerie, restauration et services domestiques (HGPD)	48 700	-2,79
Agriculture, agro-alimentaire (ANG)	37 600	-2,28
Commerce, Transports (HTV)	34 200	-1,44
Chimie (GdCh)	32 700	-3,74
Imprimerie, journalisme, papier (DJP)	18 300	-5,05
Art, media, sports, métiers indépendants (KMSfB)	11 600	-2,14

Source : *Jahresbericht 2003*, ÖGB.

Depuis 2003, le GPA a fusionné avec la fédération de l'imprimerie, les métallurgistes sont en train de se rapprocher de l'agriculture/agro-alimentaire, et les fédérations de la chimie d'une part et de la construction/bois d'autre part se sont engagées dans une coopération étroite avec les métallurgistes. Un projet de fusion du GPA et de la métallurgie, très avancé, a échoué en 2004. Le renforcement de ces deux pôles au sein de l'ÖGB traduit une pression accrue de la tendance sociale-démocrate au sein de la confédération.

1. Christian Dufour, « La fin du bon exemple autrichien ? », *Chronique internationale de l'IRES*, 78, septembre 2002.

Graphique 1. Evolution de l'adhésion dans l'ÖGB



* Estimé.

Source : APA, ÖGB, ST.AT., Der Standard.

ont progressé de 2,8 à 3,23 millions, ce qui a réduit le taux de syndicalisation de 59,9 % à 41,3 %. Ce niveau important ne peut faire illusion. En Autriche, comme dans beaucoup de pays européens, le syndicalisme vit sur les couches âgées et anciennes de salariés et ne se renouvelle pas auprès des catégories montantes de salarié(e)s. (cf. graphique 1).

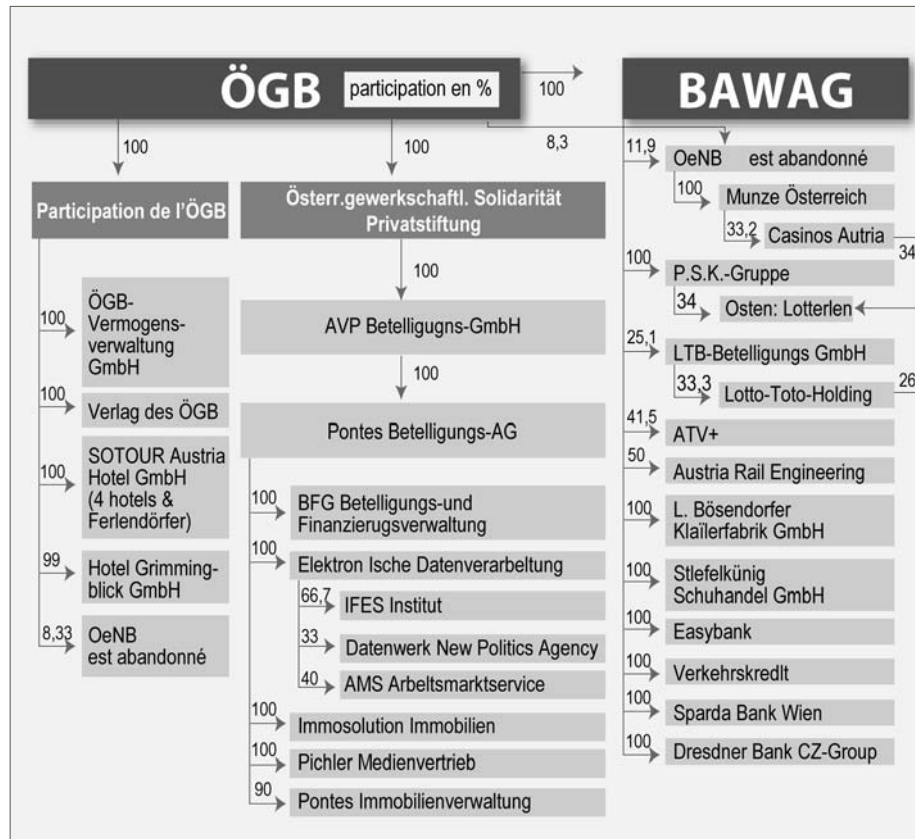
Le congrès prévu pour juin 2006 a été repoussé à l'automne 2007. Entre-temps, la direction de l'ÖGB voudrait que des restructurations interviennent de telle sorte que le syndicalisme redevienne une organisation réactive et attractive. Ces restructurations sont en fait déjà en cours. Mais, d'une part elles se heurtent à de so-

lides résistances organisationnelles, comme l'a montré l'échec de la fusion du GPA et de la fédération des métallurgistes en 2004, et d'autre part il n'est pas sûr que ces opérations représentent autre chose que des enjeux bureaucratiques.

Mais l'ÖGB et ses fédérations disposent-ils des moyens de se consacrer à des tâches plus fondamentales pour assurer un renouveau du syndicalisme ? Les moyens matériels vont cruellement manquer, dans les temps qui viennent, à un syndicalisme qui tenait certes la bride courte à ses dépendances locales mais octroyait des situations plus que confortables à ses dirigeants centraux ¹.

1. Christian Dufour, « L'honneur perdu du syndicalisme autrichien ? », *Chronique internationale de l'IRES*, 73, novembre 2001.

L'empire financier de l'ÖGB



Sources : APA, GPA, ÖGB.

Le problème principal pourrait ne pas résider dans cette question : les élus d'entreprise, les chambres du travail sont encore des points de force du syndicalisme. Mais ce dernier ne repose pas sur eux. Au fil des décennies, il s'en est éloigné. Sa capacité d'intégration des acteurs de terrain, ses initiatives de coordination envers les forces sociales actives et émergentes sont faibles et ne sortiront pas renforcées de l'épisode actuel. Les modes de recrutement et de promotion au sein des appareils syndicaux ne tolèrent guère les déviances ou les expérimentations en dehors de cadres organisationnels resser-

rés. L'ÖGB n'a pas été un lieu d'expérimentation sociale, ni même de débats d'avenir. Le cadre strict dans lequel il s'est inscrit depuis 50 ans risque aujourd'hui de se révéler une entrave.

D'où peuvent venir les ressources sociétales qui permettraient de régénérer un syndicalisme qui a érigé en modèle sa propre institutionnalisation et se montre aujourd'hui gangrené par cette institutionnalisation elle-même ?

Sources

Sites internet de l'ÖGB, *Der Standard*, *Der Kurier*, journaux français et allemands, interview de responsables syndicaux autrichiens.